Objet de la matière :

- Financement public et effets économique, financières et monétaires
- Etudier les comptes de l'Etat dont le processus d'élaboration, négociation et d'adoption obéit à une logique juridique et politique.
- Comment le financement public a été influencé par la théorie de financement économique et par l'évaluation de la place de l'Etat dans l'économie et la société

Importance des finances publiques :

.- l'une des dimensions les plus important de l'intervention de l'Etat (Impôts, dépenses, endettement).

- La crise des finances publiques, entraine la remise en question le rôle sociale de l'Etat (Etat providence)

Théorie du financement public :

- Financer **:** prendre en charge une dépense
- Financement :
    - Sans esprit de retour
    - Avec esprit de retour

Evaluation de la théorie financière :

Solde primaire = Impôts – Dépenses

Si le solde primaire > 0 donc vers l'investissement.

Si le solde primaire < 0 donc vers l'endettement (Secteur bancaire ou Marché financier)

Evolution du rôle de l'Etat et sur son impact sur les finances publiques

❖ Les Cercles de l'activité de l'Etat :

- Classification par fonction :

- Etat gendarme (fonction régalienne de l'Etat de Adam Smith, Ecole Classique). Dont il a distingué Quatre fonctions :
    - ✓ Sécurité et défense
    - ✓ Justice
    - ✓ Grands travaux (ponts.etc.)
    - ✓ Renforcement de la concurrence sur le marché
- Les trois fonctions de l'Etat selon Musgrave :

✓ Allocation (Etat produit des biens collectifs et services)

✓ Redistribution (Etat prélève aux personnes riches à travers d'un système fiscale pour lutter contre les inégalités sociales par des dépenses publiques (dépenses de transferts ; économiques et sociales)

✓ Régulation (l'Etat doit lutter contre les déséquilibres ; chômage, inflation, déséquilibre extérieur. Par des politiques conjoncturels à cour terme ou des politiques structurels à long terme (emploi et aménagement du territoire).une politique réglementaire pour encadrer le marché (loi sur la concurrence ; et sur le plan social «légiférer » parce que l'entreprise rêve d'une chose d'être seul sur le marché.

- Classification par type de financement :

- Services con marchands (Administration publiques)
- Services marchands (entreprises publiques à caractère industriel et commercial (OCP, ONCF, ODEP).

- Par catégorie d'administration

- Administration centrale (Ministères)
- Administration locales (Communes)
- Administration de sécurité sociale (redistribution).

Doctrines économiques de l'Etat

- **Ecole classique :(Adam Smith)**
    - L'intérêt général est le produit d'intérêt personnel
    - L'intérêt personnel conduit à l'intérêt général
    - Le marché est régulé par une main invisible, cette dernière gère le marché au niveau de l'offre et la fixation du prix d'équilibre.
    - Laissez faire, laissez passer les agents et suivre leur intérêt au niveau interne qui nous conduit à l'intérêt de la nation ; laissez passer, c'est la liberté internationale au niveau de la commerce internationale, s'il y a un pays qui est spécialisé dans la production d'un bien, on l'importe à contre partie d'un produit qu'on produit.
    - L'état Gendarme : c'est un Etat qui contrôle la situation économique interne qu'externe sans intervenir dans les mécanismes du marché.
- **Ecole new-classique :**

Ecole autrichienne : ils sont contre tout intervention de l'Etat, même si pour la création de la monnaie car cette dernière est privé et pas public et si le public intervient dans ce domaine, la monnaie va crée des problèmes sociaux comme l'inflation donc tout personne a besoin de l'argents, va les crées et satisfaire son besoin, l'Etat est sauf pour les missions de justice (Gendarme).

Ecole de Lausanne (Walras et Pareto) :

- l'achat et la vente sont des missions du marché et si l'Etat n'intervient pas va joue en plein de son rôle. Le prix du marché parfois ne reflète pas précisément le cout de production. Car Pareto désigne que l'entreprise a des problèmes qui augmente le cout comme celle de l'environnement (Pollution), le prix ne reflète pas la réalité lorsque les entreprises rencontre des externalités (pollueur payeur), ainsi l'effet externe peut être positive, l'entreprise va l'en profiter. Exp : une entreprise A qui a payé une formation à un salarié lors de son recrutement, et ce salarié a été démissionné, et va être recruté par une entreprise B donc c'est une externalité positive pour B.

- L'optimum du marché doit voir lieu sans toucher les autres par des externalités et si on a ces effets l'Etat doit intervenir soit par la nationalisation ou la taxation, cet effet externe négatif (Polluer payeur).
- L'existence des biens collectifs : lorsqu'on a ces biens l'Etat ne sait pas qui a consommé (individualisation de la consommation) donc pas de transaction non marchand donc l'Etat doit le pris en charge.

Ecole de Cambridge :

- Etat doit intervenir dans le domaine social (Santé).
- Passage clandestin : lorsqu'une personne profite d'un bien payé par les autres. (les biens collectifs).

La théorie des choix public K.Arrow

- Le marché ne peut réveiller les choix collectifs, il peut satisfaire les besoins individuels
- Le passager clandestin
- La vie politique est un marché
- Les hommes politiques ne représentent pas l'intérêt général de ceux qui sont voté pour eux.

- **Approche keynésienne**
- Il critique l'approche classique et new classique

✓ Il y a de la myopie du marché, il y quelque chose qu'on rate lors d'une mauvaise anticipation
✓ la myopie du marché (difficulté des agents économiques à anticiper) en conséquence il y aura une crise économique.
✓ Transparence du marché (avoir les informations du prix)
✓ le marché demande un support de l'Etat
✓ Keynes prévoit un rôle important de l'Etat pour remplacer ou supplanter le secteur privé.

- Les interventions de l'Etat

✓ Comment doper cette demande pour relancer l'activité économique.
✓ Interventions de l'Etat à travers des politiques économiques :

- **Politique des redistributions des revenus :**

❖ Répartition primaire : distribution de la valeur ajoutée donc la modification de la répartition primaire à travers d'une politique de redistribution.

❖ Répartition secondaire : prélèvement d'impôts et cotisations pour financer les transferts ; économiques (subventions pour la prise en charge d'une partie de certains biens) ; sociaux (retraite, allocation familiale, allocation du chômage).

❖ La compensation est une partie des transferts économiques dont on parle aujourd'hui de la réforme de la compensation

❖ Subventions d'exploitation (prise en charge du prix)

❖ Subventions d'investissement (prise en charge d'une partie d'investissement)

❖ l'Etat met sa main de son poche pour aider les régimes de retraite.

❖ Les caisses gérées par la CDG (a perdu 80 Milliards dans l'immobilier Américain)

- **Politique budgétaire :**

❖ Le Budget est un plan de dépense

❖ La politique budgétaire est active (l'Etat va utiliser des instruments « impôts -dépenses publiques - dettes ») pour augmenter l'activité économique

❖ Un budget actif (prendre 100 mais dépenser 150)

❖ Un budget neutre (prendre 100 mais dépenser 100)

❖ L'Etat doit intervenir en dépensant plus si on est arrivé au revenu d'équilibre parce qu'on aura du sous-emploi pour être en situation du plein emploi.

❖ La demande globale pour Keynes est le moteur de l'économie

❖ L'Etat est un acteur économique.

❖ Les politiques keynésiennes sont très inflationnistes avec un taux d'inflation moyen de 14% donc un spirale inflationniste

❖ Les pays Amérique-latin sont les plus inflationnistes (économie fermé).

❖ Si on a une économie fermée donc le problème de l'inflation ne se pose pas.

❖ La politique keynésienne a été contestée à cause du problème de l'inflation.

- **Approche néolibéral des années 80**

- il critique la théorie keynésienne :
  ✓ l'inflation
  ✓ chômage structurel
  ✓ la rigidité du marché (la fixité du prix)
  ✓ l'excès de la réglementation
- l'un des courants les plus représentatifs de la théorie new libérale (la théorie de l'offre)
- si le taux est trop élevé au delà de l'optimum, on aura une diminution de la recette fiscale parceque on aura de l'évasion et fraude fiscale (la théorie d'impôt) de Arthur LAFFER dont il a tracé son théorie dans une nappe au restaurant.

Budget et lois de finances

- Budget général de l'Etat : du point de vue juridique, le BGE prévoit et autorise pour l'année à venir les dépenses et les recettes de l'Etat.
- la loi de finances annuelles : c'est la somme des ressources et charges de l'Etat
- budget neutre : couvre juste les fonctions régaliennes ; active : ou l'état intervient dans l'activité économique (PIB)

- la rectificative : c'est une rectificative est de caractère exceptionnel
- loi de règlement : dépenses et ressources effectivement réalisés, c'est pour contrôler l'action gouvernementale par les parlementaires.

Les principes d'élaboration du BGE :

- Principe de l'annualité : se fait dans un an à l'exception du budget programmé (plus d'un an) et budget économique (2 ans).
- Principe de l'unité : les recettes et les dépenses de l'Etat sont regroupé un document unique.
- Principe de l'universalité (produit brut et non au produit net)
- Principe de la non affectation : il ne faut pas affecter tel recette à une dépense ; toutes les recettes vont financées les dépenses
- La spécialité des crédits : toutes dépenses doivent présentés en détails et toutes dépenses qu'il n'est pas utilisé doit être annulée.

L'analyse économique du BGE :

Le BGE traduit les objectifs économiques et sociales de l'Etat, son exécution fait naitre à de multiple flux de bien, de service et de money qui ont des effets sur l'ensemble de l'activité économique national dont l'effet multiplicateur c.à.d. le faite de dépenser et ces dépenses sera utile pour l'économie national.

Les ressources du BGE

- Impôts sur les revenus (IGR, IS, Impôts sur les salaires, Régimes forfaitaires).
- Impôts indirects (TVA, Carburants, Tabac) se sont des impôts sur dépenses
- Droits de douanes
- Droits d'enregistrements (transferts de propriété) et de timbre.
- Cessions des participations de l'Etat (privatisations)
- Produits de monopole (ONDA paye une redevance du loyer des terrains de l'Etat.)
- Les revenus de participation de l'Etat (ONDA, OCP, ONCF).
- Produits et revenu du domaine.
- Recettes d'emprunts, Dons, Legs.

Soldes des finances publiques :

- **Le solde primaire :**

Recettes ordinaires - dépenses ordinaires (hors intérêt de la dette)

- **Le solde ordinaire :**

Recettes ordinaires - dépenses ordinaires

- **L'excédent / déficit budgétaire**

Solde ordinaire + Dépenses d'investissement + Soldes des comptes spéciaux du Trésor.

- **Capacité / Besoin de financement**

Excédent / déficit budgétaire + arriérés (dettes à payer)

- **Capacité / Besoin de financement**

Encours de la dette / PIB * 100

La théorie de l'impôt

- l'impôt est in prélèvement obligatoire sur les ressources des personnes vivant sur un territoire pourrait être affectés aux services d'utilité général ;
- l'impôt (paiement sans esprit de retour ;
- Cotisation est prélèvement obligatoire mais avec esprit de retour
- L'impôt est une prestation pécuniaire (monétaire) requise par voix d'autorité à titre définitif et sans contre partie en vue de la couverture des charges publiques.
- Les marchés de capitaux sont fermés pour le Maroc depuis 20 ans parce qu'il est classé en zone dangereux (D) donc mauvaise gestion financière.
- La taxe sur pèlerinage désignée pour l'entretien des mosquées, dirigée aux comptes spéciaux du trésor
- Chaque ministère peut créer des SEGMA et l'affecte comme ressources par des recettes déjà collectés (Exp ministère d'équipements, finance les SEGMA à partir des recettes de l'Autoroute)
- Une cessation de paiement de l'Etat lorsque il est incapable de payer ces dettes.
- Classement des pays en solde budgétaire excédent (fourmi) et déficit (cigale)

Prélèvements obligatoires

Impôts + cotisations (retraites, chômage, maladie)

Le taux de prélèvement obligatoire

(Prélèvements Obligatoires / PIB) * 100

- Le taux de PO au Maroc est de 36% dont 10% cotisations, 26% prélèvement fiscales)
- Le taux au Japon et U.S.A (26%) ; France (46%) ; Pays Scandinaves (55%)
- La France est un budgétivore

La classification des impôts :

- Administratives : Impôts d'Etat (IS), Impôts des collectivités locales (Taxe urbaine)
- Economique :-élément imposé (impôts indirects, revenus (IR) ; Fortune) ; - contribuable (ménage, entreprise)
- Techniques de taxation :
  - Impôt réel sur un objet
  - Personnel
  - Progressivité de l'impôt (c'est un impôt correcteur d'inégalité ; progressive et dégressive)

Les fonctions de l'impôt

- Financer les missions de l'Etat (demande de présenter les dépenses en termes de taches).
- Compenser les externalités et financer les biens collectifs :
  - ✓ Externalité négative (pollution donc une taxe selon le système pollueur payeur)
  - ✓ Externalité positive (formation du personnel par l'entreprise)

✓ Passage clandestin (tout le monde va payer par ce qu'on ne sait pas qu'il va utiliser un bien collectif)

- Régulation de l'activité économique : l'impôt est instrument de stabilité conjoncturelle (lutter contre l'inflation, relance économique)
- L'impôt apporte des ressources fiscales et non fiscales et ces ressources donnent deux fonctions :
  - ✓ La fonction de l'assiette (revenus, dépense)
  - ✓ La fonction de taux et le nombre d'impôt : si l'économie est prospère on aura une bonne assiette fiscale et ne peut pas fixer le taux par hasard ou bien augmenter le nombre d'impôt.
- L'impôt joue le rôle d'un stabilisateur automatique en période de crise.
- **En période d'expansion** : l'impôt est un régulateur, en cas d'inflation on augmente l'impôt sur les dépenses :
  - ✓ La taxe sur les produits de forte demande ; les gens ne changent pas de comportement, effet snobisme l'Etat continue à recevoir des recettes
  - ✓ La taxe sur les produits dont la demande est élastique/prix ; baisse de la demande ; baisse des recettes de l'Etat
- l'impôt est un régulateur, en cas d'inflation on augmente l'impôt sur les revenus :
  - ✓ L'augmentation de L'IS ; diminution des bénéfices et puis les investissements donc la démotivation
  - ✓ L'augmentation de L'IR : pour faire un arbitrage entre la consommation et l'épargne
- **En période de récession** : pour relancer la croissance économique et lutter contre le chômage :
  - ✓ Diminution de l'impôt sur la dépense ou offrir des avantages fiscaux aux consommateurs et aussi sur les revenus en donnant des cadeaux fiscaux par des exonérations fiscales pour relancer certains secteurs économiques.
- L'impôt est un moyen de redistribution des revenus : l'impôt vise à lutter contre l'inégalité dont on distingue entre :
  - ✓ L'impôt forfaitaire : même montant d'impôt pour tout le monde (il est injuste)
  - ✓ L'impôt proportionnel : même taux pour tout le monde (TVA)
  - ✓ L'impôt progressif plus vous gagner vous payer plus, le plus équitable et plus juste
  - ✓ L'impôt dégressif : ne plus payer les impôts à certains niveaux de réduction.
  - ✓ *Redistribution verticale* : pour corriger les inégalités ; entre le plus bas et le plus haut revenu (impôt progressif) ; améliorer le revenu faible ; relancer la consommation, relancer l'activité économique et la correction se fait par le niveau d'imposition
  - ✓ *Redistribution horizontale :* corrige les inégalités qui se trouvent entre deux situations ; même revenu mais pas les mêmes situations en prend en considération la situation familiales et pour corriger les inégalités il faut réduire l'impôt sur les familles nombreuses par exemple
- L'impôt est un jeu électoral
- Le taux de prévision fiscale = (Impôts / PIB) *100

<u>Impôts et comportement économique :</u>

- La fixation du niveau de la taxation permet de rétablir la réalité de prix parceque les agents économiques sont sensibles au prix/ élasticité de la demande.
- Le pollueur payeur (il profite d'un service public doit le payer) est un moyen qui consiste à changer le comportement des agents économiques
- Réduire les impôts pour développer un comportement positif

<u>Les principes de la politique fiscale</u>

- L'équité fiscale : question de justice , équité verticale ou horizontale et cette justice doit être réalisé lorsque le service publique est payé par son usager.
- La neutralité :(changement de comportement) L'impôt doit influer *à minima* sur le comportement des acteurs économiques et pour changer le comportement des consommateurs en augmentant l'impôt par exemple.
- Le consentement de l'impôt : on paie l'impôt pour recevoir une contre partie, le consentement est une doctrine fiscale, je profite je paie

<u>Les critiques de l'impôt</u>

- l'impôt n'est plus neutre car il modifie les prix donc marché moins efficace
- l'impôt sur les bénéfices réduit l'incitation à l'innovation
- l'impôt décourage l'activité économique
- l'impôt peut augmenter le cout de travail donc chômage
- pour les libéraux il ne faut pas taxer le capital car ce dernier permet de faire des investissements et aussi basé sur l'individualisme et pas au solidarisme par la récupération de l'individu de son revenu de 100%
- comportement d'évitement fiscal (théorie LAFFER) plus on augmente l'impôt plus les recettes se diminuer (trop d'impôt tue l'impôt).
- L'accroissement du taux de prélèvement obligatoire à 2 effets :
  - ✓ <u>Effet de substitution :</u> plus d'impôt donc moins de travail
  - ✓ <u>Effet revenu :</u> compenser la baisse de revenu due à une hausse d'impôts par des heures supplémentaires

Les dépenses publiques

- Le quote-part de l'administration publique :
  = (dépenses publiques / PIB) * 100
- OCDE : organisation de coopération et développent économiques, la FMI inspire ces études de la OCDE (paris), 28 pays qui représentent 80% de la richesse mondiale

La classification :

- ***Par nature : (classification classique)***
  - ✓ Dépense de fonctionnement (personnel, achat de bien de service)
  - ✓ Dépenses de transferts (Exp subventions d'exploitation
  - ✓ Charges financières (services de la dette dont on trouve les intérêts et amortissements)
  - ✓ Dépenses d'investissements et équipement
  - ✓ Dépenses d'exploitation des services de l'état gérés de manière autonome (SEGMA) il s'agit des établissements publics n'ayant pas l'autonomie administrative mais disposant d'un budget propre.
  - ✓ Dépenses des comptes spéciaux du trésor : ce sont des opérations de recettes et de dépenses non retracées au budget général mais comptabilisés séparément en raison de leur spécialisation. ; fonds d'entraide familiale, comptes de prêts, comptes d'avances.
- L'inconvénient de classification par nature c'est qu'on n'arrive pas à suivre l'impact de la dépense, et à connaitre les propriétés de la politique public (manque de transparence)
- ***Par fonction :***
  - ✓ Présentation par prestation (adopté par la plupart des pays de l'OCDE) ; santé ; sécurité et défense ; formation ; sport...etc

Les débats sur les dépenses publiques :

- ***L'approche libérale :***
  - ✓ Justifié en cas de financement des dépenses régaliennes de l'Etat
  - ✓ En cas de myopie du marché, l'Etat doit prendre des activités rentables à long terme
  - ✓ Il respecte la neutralité budgétaire, pas de financement monétaire par l'inflation ; éviter l'effet d'éviction càd va évincer le secteur privé exemple les années 80 l'Etat a évincé le privé lors d'enlèvement du fond au marché en offrant des obligations avec des avantages fiscaux)
- ***L'approche keynésienne :***
  - ✓ Politique budgétaire nécessaire à la relance économique (en période de récession)
  - ✓ Les dispenses publiques augmentent les ressources et les dépenses privés (multiplicateur des dépenses publiques) qui favorisent la croissance économique
  - ✓ Les dépenses publiques réduisent les inégalités et financent des politiques publiques.

- ***Les théories économiques des dépenses publiques :***
  - ✓ ***Adolphe Wagner :*** plus l'économie se développe et plus les besoins d'infrastructure sont importants ; amélioration du niveau de vie des citoyens conduit à un accroissement des besoins.
  - ✓ ***Ruston : étapes de la croissance***
    - 1ère stade ; développement, infrastructure de base
    - 2ème stade : dépenses relatives à l'urbanisation (assainissements, sécurité, transport
    - 3ème stade : se sont les investissements au capital humain (formation, éducation…etc.)
  - ✓ ***Théorie de Baumol :***
    - Elasticité de la demande des biens publics (dépenses publiques) est faible donc la hausse des couts de production des biens publics (productivité faible entraine une explosion politique.

L'endettement public

- Encours de la dette : 50Miliard de dollars (22M externe, 28M interne)
- Institution internationale (50%), sources bilatérales (34%), financement commerciales (16%)
- La dette publique est l'ensemble des engagements de l'état
- Le flux de la dette : c'est le déficit public par rapport à une année
- Le stock de la dette : c'est l'encours de la dette ou la somme des déficits cumulés dans le temps
- Ratios de la dette (flux annuel)
  = déficit / PIB *100
- Ratios de la dette (encours de la dette)
  = encours de la dette / PIB *100
- La solvabilité de la dette dépend de la comparaison des ratios.

Justification de la dette

1- Courant keynésien

- La dette participe à la croissance
- la préférence à l'endettement pour maintenir le même taux d'imposition
- la dette permet à l'Etat de mieux allouer l'épargne nationale en cas d'une balance excédentaire

2- courant libéral

- il critique l'accroissement de la dette
- approche de l'équivalence recardienne :pays l'impôt c'est même de prêter à l'Etat
- approche de Barro : la dette d'aujourd 'hui implique les impôts de demain.
- Risque de solvabilité

Comment réduire la dette :

- Amortir la dette : paiement du principal
- Annulation de la dette
- Dépenser moins et augmenter les impôts

Les étapes d'élaboration de loi de finance

- Exposé du ministre des finances au conseil de gouvernement des conseils d'exécution de loi de finance
- L'ensemble des ordonnateurs vont établir leurs propositions de recettes et de dépenses pour l'année suivante.
- Centralisation des propositions au ministère des finances
- Détermination des montants globaux des recettes et des dépenses
- Répartition par ministère des masses
- Examen et approbation par le conseil gouvernementale et conseil ministérielle.
- Adoption par le parlement du projet
- Vote et promulgation et publication au bulletin officielle.